

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION POUR 2025 - (N° 2068)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CF13

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE LIMINAIRE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI proposent de supprimer cet article liminaire. À travers ce projet de loi de fin de gestion, ce Gouvernement illégitime, sans assise parlementaire, continue de poursuivre sa politique austéritaire qui nous a pourtant conduit dans l'une des pires situations économiques et financières que le pays ait connu dans son histoire récente.

Ce projet de loi de fin de gestion avalise les coupes budgétaires opérées par la Loi de finances 2025. Mais pire, il les approfondit et les prolonge. Pour respecter le niveau de déficit fixé en début d'année, le Gouvernement annule près de 4.2 milliards € de crédits. Ces méthodes poursuivent encore l'austérité, sans régler aucun des problèmes de fond de notre pays.

Si le Gouvernement se félicite de tenir son objectif de 5.4 % de déficit, il reste loin de l'ambition affichée dans le PSTAB 2024 qui prévoyait un déficit de 4.1 % pour 2025, soit 39 milliards € de moins. Même dans le jeu de l'austérité, le compte n'y est pas pour le Gouvernement.

Ces cures budgétaires ont pourtant détruit l'activité économique : les prévisions de croissances sont ainsi passées de 1.1 % dans le PLF 2025 à 0.7 % aujourd'hui. Une nouvelle fois, la macronie est forcée de reconnaître l'échec de ses choix économiques, qui ont plongé le pays dans une spirale

récessionniste. Ces choix funestes se matérialisent dans la diminution de plus de 5 milliards € des recettes de la TVA, prévision révélatrice d'une consommation populaire subissant de plein fouet sa politique.

Aucun de ces ajustements ne sont à la hauteur de la gravité de la situation à laquelle nous a porté la minorité présidentielle : nous proposons donc de supprimer cet article liminaire, essentiel à la Loi de fin de gestion, et, dans une tout autre mesure, nous appelons à la censure du Gouvernement et la destitution du Président de la République. Seules ces ruptures pourront protéger le peuple.